

L'élevage en plein air incompris par le Conseil d'Etat

Les petits élevages, moins de 3 500 têtes, sont traités à la même enseigne que les gigantesques élevages industriels jusqu'à des fermes de 2 millions de poulets



L'élevage en plein air incompris par le Conseil d'Etat

« Le Conseil d'Etat vient de rejeter les trois recours déposés par nos huit syndicats et organisations qui demandaient l'annulation des arrêtés grippe aviaire généralisant l'obligation de claustration de toutes les volailles sur le territoire national. Nous déplorons vivement cette décision hors-sol, copier-coller des arguments du Ministère, qui l'exonère de ses choix sanitaires irresponsables, sans même prendre la peine de répondre à nos objections », déclarait Sylvie Colas, de la Confédération paysanne, ce jeudi 7 avril en soirée sur le parvis de la cathédrale d'Auch.

En France, plus de 8 millions de volailles ont été abattues soit plus du double du précédent épisode de grippe aviaire. Lors de la crise de l'hiver 2020-2021, 3,5 millions de volailles avaient été abattues. Il faut savoir aussi que les éleveurs doivent parfois enfouir plusieurs tonnes d'animaux malades dans leurs fermes sans bénéficier d'équipements de protection appropriés.

La colère gronde chez ces éleveurs fermiers et biologiques qui sont empêchés de travailler en plein air, ce qui nuit au bien-être des animaux et à la qualité des produits « celle qui fait rêver les consommateurs ». Et Sylvie Colas de souligner : « La filière agricole est le symbole du « produire plus » poussé à son paroxysme [...] Les effets négatifs de cette dérive productiviste explosent aujourd'hui ».

La manifestation se conclura sur des airs de musique traditionnelle et d'un pique-nique « fait maison ».



La manifestation s'est conclue par des danses traditionnelles et un pique-nique.



Une cinquantaine de personnes ont occupé le parvis de la cathédrale.



Sylvie Colas et Thomas Carlier de la Confédération paysanne ont participé à la manifestation.